

L'antisionisme, maladie infantile du XXI^e siècle

Georges-Elia Sarfati

Réécrire l'Histoire

L'historiographie du Proche-Orient a largement été écrite à travers le prisme tiers-mondiste. Ce que les antisionistes ont à cœur de nier, c'est le fait national juif dont il veulent fournir une vision macabre, funeste, scandaleuse. L'antisionisme cherche à déshumaniser de la sorte une fraction de l'humanité et relève du même coup du négationnisme.

Spécialisation de l'argument : le sionisme est un colonialisme. Le nationalisme juif s'est développé au détriment du monde arabe – spoliation – et appuyé pour ce faire sur certaines puissances occidentales, d'abord la France et la Grande-Bretagne, puis l'URSS (avant son revirement) et les États-Unis.

Ensuite, l'antisionisme, tout en prétendant critiquer le sionisme au nom du droit naturel des peuples arabes, omet que ces peuples, notamment celui de Palestine, ont accédé à la souveraineté par le biais de politiques coloniales, comme en témoignent la formation de l'Arabie saoudite et des États de la péninsule Arabique, de la Syrie, de l'Irak et de la (Trans)jordanie. Surtout : c'est faire fi de l'histoire politique, économique et sociale de l'Empire ottoman dont la Palestine n'était même pas une subdivision autonome. Le projet d'une « colonisation de la Palestine » s'effectue à proportion de la marge de manœuvre ouverte, précisément, par les autorités ottomanes. Il est avéré que la politique d'« achat des terres », réalisée par le sionisme utopiste dès les années 1850 et systématisée par le sionisme politique à partir du congrès de Bâle en 1897, n'aurait tout simplement pas été possible sans les dispositions juridico-politiques

décisives pour l'avenir adoptées par les Turcs : le décret en date du 3 mars 1857 légalisant et promouvant l'immigration à l'intérieur de l'Empire et la loi de réforme foncière qui obligeait les propriétaires, en échange d'une reconnaissance de leurs droits individuels, à faire enregistrer leurs titres, et puis les soumettait à l'impôt comme à la conscription. La vente de terres « aux colons juifs » fut bien souvent le fait de grands propriétaires arabes. Sans compter que les petits propriétaires palestiniens recouraient à la procuration des premiers pour échapper à l'impôt et à la conscription. La fameuse « spoliation » des terres arabes, régulièrement dénoncée par l'antisionisme, n'a pas été le fait du mouvement sioniste, mais celui des dignitaires de l'Empire qui ne les restituèrent pas à leurs propriétaires.

La « colonisation juive de la Palestine » n'a rien à voir avec celle de l'Algérie par la France. L'honnêteté commande aux intellectuels de ne pas céder, justement, à l'amalgame. Il s'agit ici d'une *situation unique* qui interpelle aujourd'hui encore les parties responsables.

La question du sacrifice

Dette tragique : celle de l'Europe post-chrétienne qui établit, d'ailleurs traditionnellement, une corrélation entre l'indépendance d'Israël et l'histoire du christianisme. Le peuple juif, élu (Histoire sainte) et témoin (Augustin), est admis dans le concert des nations au titre de *victime absolue* qui expie les péchés de l'Europe. Le tribut payé par les juifs dans l'enfer nazi provoque sur le continent un sentiment général de dette. Voilà pourquoi les Européens ont admiré Israël jusqu'en 1967, tant que le pays se trouvait en position d'infériorité ou de détresse ; le rôle, en définitive, de la victime qui l'emportait sur ses persécuteurs. Conception « lacrymale » de l'histoire juive (Salo W. Baron). Le triomphe militaire a suscité un tournant : les Israéliens voulaient se débarrasser des attributs de l'opprimé et s'affirmer en tant qu'État souverain, mieux : comme fraction souveraine du peuple juif. C'est le moment historique où apparaît le syntagme d'« État hébreu » qui ne serait même plus l'État juif préconisé par Herzl. Au fond, ce qui est reproché aux Israéliens, c'est qu'ils veulent à jamais liquider chez eux les marques de la condition juive en Europe. Deux images : celle de l'entité juive qui a trahi son patrimoine éthico-diasporique et se distingue par son agressivité.

Ceci dans la phase précise où les Européens tournent le dos à leur passé collaborationniste. Et ce sont les antisionistes qui vont permettre à l'Ouest du continent de trouver la parade compensatoire : ils font endosser à la nation arabe palestinienne les guenilles des communautés juives du ghetto, du *shtetl*, voire même par endroits l'habit gris rayé du déporté. Accréditant de la sorte une

condition juive du peuple palestinien soumis aux crimes de l'« État sioniste-fasciste ». L'Europe trouvant ici un moyen d'afficher un héroïsme dont elle n'a pas su administrer la preuve en situation historique et alors qu'elle manqua à tous ses devoirs de fraternité quand l'histoire l'exigeait ; et rencontrant désormais une chance inouïe de travestir et orienter le cours de l'Histoire.

La « cause » palestinienne, curieusement, apportait une solution peu coûteuse à la « question » juive.

Connivences

L'antisionisme, c'est l'accord d'aujourd'hui entre dominants et dominés d'hier. Évidemment sur le compte d'un tiers exclu. Les héritiers historiques du colonialisme s'alliant aux victimes de celui-ci. Comme l'Europe n'a jamais voulu penser frontalement son passé colonial, le génie de l'antisionisme, ce sera de déplacer le problème en direction du Proche-Orient et vers le conflit israélo-palestinien où les Européens ne se sentent pas partie prenante. Ce qui va permettre à l'intelligentsia européenne, précisément, d'apprécier avec force et passion une histoire dont elle juge qu'elle ne la concerne pas. On parle de soi tout en faisant porter la critique sur l'autre, c'est-à-dire sur Israël. *Réconciliation immémoriale* dans la critique post-coloniale qui permet, au demeurant, de réarticuler l'archaïsme antisémite du christianisme médiéval – réduction de la souche hébraïco-juive et « croisade », c'est-à-dire l'appropriation des « Lieux saints » et leur sauvegarde.

Les deux parties trouvent donc leur compte à cette alliance de type nouveau.

Les dominants d'hier font leur *mea culpa* à l'égard des dominés d'hier. Et il y a là à n'en pas douter geste de réparation. Par exemple en France où le souvenir de la guerre d'Algérie sert de *paradigme* à l'interprétation de la confrontation proche-orientale. Mieux : le remords entraîne un refus de toute renaissance du colonialisme et la critique violente d'Israël permet de conjurer celle-ci, comme si Israël et le sionisme constituaient une réitération de l'aventure coloniale.

Les dominés d'hier, pour leur part, se gardent bien de renvoyer les enfants des dominants à leur propre refus archaïque de toute souveraineté juive en terre d'islam. Ils préfèrent évidemment camper dans la posture anticoloniale, ce qui leur permet d'exploiter la culpabilité de ceux-ci.

Sous-jacente à ce pacte obscur, une garantie *morale* : les deux parties se disculpent à l'avance par une condamnation unanime de l'antisémitisme, concomitante à leur réprobation commune d'Israël. Ils vont du même coup au devant de toute accusation de parti pris et s'irradient de l'humanisme, des Lumières, de la démocratie, donc, de l'âge d'or européen.

Soigneusement refoulés, en même temps, le conflit séculaire entre l'islam et la chrétienté, mais aussi bien la présence, à l'intérieur du premier, de traces de convergences avec la seconde, comme en atteste la lecture du Coran.

Cette entente cordiale a des ressorts puissamment archaïques à propos desquels la psychanalyse pourrait utilement renseigner. Il y a ici une occasion *idéale*, pour les uns comme pour les autres, de se dédouaner de la « question juive », car c'est avec l'appui éventuel de certains juifs se réclamant de la morale universelle que la condamnation d'Israël peut se donner libre cours. On fustigera en les juifs israéliens, par contre, les « nazis et colonialistes » contemporains. Après tout, ni les anciens dominés, ni l'Église ne sont, au moins en apparence, responsables de ces parenthèses que sont l'antijudaïsme, les bûchers de l'Inquisition et la Shoah.

En somme : la mémoire de l'Europe qui inclut les croisades, le colonialisme et le fascisme se rachète dans l'antisionisme une bonne conduite à l'égard des populations naguère dominées qui ont fait souche sur le territoire européen. Mais ses « penseurs » qui acceptent l'alliance ne le peuvent qu'au prix d'une *dhimmitude* (relevant de la protection contractuelle) idéologique. Tout cela produit un cocktail explosif, la fabrication d'une opinion entièrement structurée par son israélophobie, mais sur des bases radicalement distinctes : convergence entre la gauche anticolonialiste, certes, et l'ethnocentrisme judéophobe ; collusion rouge-brun, voire rouge-brun-vert. Le tout sous la bannière de la morale et du droit international.